

FEMMES EN LUTTES

contact-jeunes@npa2009.org

Bulletin féministe des jeunes du NPA // mars 2010 #01



Ils précarisent, ils sont racistes, ils sont sexistes...

Plus que jamais, le 8 mars et après, tou-te-s dans la rue !

La Journée Internationale pour les droits des femmes aura lieu cette année en pleine crise du capitalisme et d'attaques libérales. Après le mensonge de la reprise, la récente hausse du chômage et des licenciements montre bien la profondeur de cette crise. Et depuis le début c'est toujours les mêmes qui trinquent : les plus exposé-e-s à la précarité, les jeunes, les sans-papiers et les femmes qui occupent 80% des temps partiels et touchent 24% de moins que les hommes à travail égal ! Et pour tou-te-s les salarié-e-s, les salaires sont toujours aussi faibles et la précarité augmente.

Précarisation généralisée : les femmes, directement visées

De son côté, la classe dirigeante gère la crise à coup de millions débloqués pour les banques et en profite pour mener une politique antisociale. Après des contre-réformes lancées sur les hôpitaux entraînant la fermeture de nombreux centres IVG et l'éducation, c'est aujourd'hui à

nos retraites que le gouvernement s'attaque en nous faisant travailler plus longtemps. Ça coûterait trop cher et le déficit public ne permettrait plus d'assurer ! Pourtant les caisses du patronat sont pleines mais le gouvernement, en bon camarade, refuse de les taxer. Les femmes, numéro 1 de la précarité, sont en première ligne de ces attaques. Alors que des milliers de personnes sont privées d'emplois, nous devons imposer une nouvelle répartition des richesses, l'interdiction des licenciements et des embauches massives en nous appuyant sur les vives résistances pour construire un mouvement d'ensemble capable de les faire plier.

Comme un relent raciste et réactionnaire

Le débat sur l'identité nationale n'est pas qu'une entourloupe électorale, il prépare le terrain pour une prochaine loi anti-immigré-e sur fond de mesures sécuritaires. Et même quand il fait mine d'adopter une mesure féministe, le gouvernement joue la carte du tout répressif contre les hommes violents en vidant totalement la loi-cadre - portée par les organisations féministes depuis des années - de sa dimension sociale et du renforcement de l'aide aux victimes. Nous condamnons aussi les déclarations lesbophobes et homophobes - Boutin toujours en tête - qui circulent librement ! Le retour à l'ordre moral avance à grand pas.

Ça commence le 8 mars et ça continue après...

Notre génération doit s'organiser pour défendre ses acquis et faire de nouvelles conquêtes. Le 8 mars doit être une journée de lutte pour les droits des femmes et contre les attaques du gouvernement. C'est aussi le jour du lancement de la

Marche Mondiale des Femmes pour l'égalité des droits. Différents événements se dérouleront jusqu'à juin et les jeunes seront présents également.

» MANIFESTATION «
lundi 8 mars
18h30 // métro Nation



» Qui sommes-nous ?

Nous sommes des jeunes du NPA et nous nous battons contre tous les systèmes d'exploitation et d'oppression. Qu'ils soient de classe, de race, d'âge, de genre ou de sexualité, tous s'imbriquent.

Nous sommes pour un mouvement autonome des femmes. Nous travaillons pour massifier le mouvement féministe, l'unifier et le faire converger avec les autres mouvements sociaux.

Nous sommes internationalistes et solidaires des femmes du monde entier.

Nous sommes anticapitalistes car ce système se sert de l'oppression des femmes pour les utiliser comme main d'œuvre gratuite au sein de la famille, et comme variable d'ajustement sur le marché du travail. Nous sommes féministes car lutter contre l'oppression des femmes fait partie du combat contre le capitalisme pour une autre société.

« Pas de libération des femmes sans socialisme ! Pas de socialisme sans libération des femmes ! »



- ▶ Avortement et contraception libres, gratuits et anonymes
- ▶ Pilule du lendemain gratuite et accessible dans les lycées
- ▶ Maintien de tous les centres IVG



Au nom de la rentabilité, Bachelot continue sa réforme de démantèlement du service public de la santé et cette année, ce sont 3 centres IVG (interruption volontaire de grossesse) en Ile de France qui ont déjà été fermés (Broussais, Tenon, Rostand) et un à Lyon (Hôtel Dieu). 14 200 avortements y étaient pratiqués chaque année. La menace de la fermeture de ceux d'Avicenne et St Antoine pèse toujours. Les budgets de Plannings Familiaux, lieux d'accueil, de prévention et de soins notamment pour les jeunes femmes, sont également menacés. C'est bien à tous les emblèmes féministes qu'on s'attaque directement.

La résistance existe et doit s'amplifier

A Paris, le collectif du 20ème, après des occupations et des manifestations a gagné le maintien d'un accueil pour les femmes désirant avorter. A Lyon, le collectif unitaire qui s'est monté autour du Planning Familial a gagné le transfert de toutes les pratiques d'IVG de l'hôtel dieu vers Edouard Herriot. Sachant qu'il faut déjà un délai de trois semaines pour avorter et que tous les frais ne sont pas remboursés par la Sécu, la fermeture de ces centres constitue une réelle entrave au droit à avorter.

Nos corps nous appartient ! C'est aux femmes de décider !

Pour les jeunes femmes, la question de l'avortement est un enjeu central. Ce sont les acquis arrachés et légués par les générations passées qui sont remis en cause petit à petit. Nous avons grandi avec ces droits mais les attaques actuelles montrent combien ils sont en danger. C'est le moment de réaffirmer le droit à disposer de notre corps.

» NOS REVENDICATIONS



- ▶ Pour une loi cadre contre les violences faites aux femme
- ▶ Construction de crèches gratuites dans les universités
- ▶ Arrêt des mutilations sexuelles faites aux intersexes
- ▶ Dépsychiatriation des trans, droit à l'autonomie
- ▶ Pour une éducation non hétéro-sexiste à l'école
- ▶ Régularisations de tou-te-s les sans papiere-s
- ▶ lesbiennes/hétéros, droits égaux

▶ A travail égal, salaire égal !

Chronique d'une victoire féministe !

Huit femmes de l'usine Snecma à Gennevilliers soutenues par la CGT, ont porté plainte aux prud'hommes de Nanterre pour discrimination salariale subie en tant que femmes durant leur carrière. Ce tribunal leur a donné raison en condamnant la Snecma (société du groupe Safran, spécialisé dans l'aéronautique) pour discrimination sexuelle « en termes de carrière et de salaire » et à leur verser au total 288 000 euros !

Ce jugement intervient alors que des négociations sont en cours depuis décembre entre les syndicats et le patronat, sur les moyens de parvenir à davantage d'égalité hommes-femmes dans les

entreprises. A l'heure où les femmes gagnent 24% de moins que les hommes à travail égal et diplôme égal, et où il n'y a aucune réelle sanction contre les patrons, cette victoire est une bouffée d'oxygène.

Et elle a été savourée dans l'usine : une bonne baffe envoyée à une direction arrogante et la fierté ressentie par les femmes. Fierté pour la reconnaissance de leurs droits. Fierté et revanche après cette procédure où la direction et ses avocats ont voulu les faire passer non pour des discriminées mais pour des « nulles » en s'appuyant sur des témoignages de chefs et autres mange-merde. Cette victoire est une fierté pour nous toutes !

Femmes et étudiantes, le parcours des combattantes !

Crise économique, augmentation du coût de la vie, hausse constante du coût des études... le résultat est là : 200 000 étudiant-e-s en situation financière difficile, 100 000 en dessous du seuil de pauvreté et 50 % des étudiant-e-s sont aujourd'hui obligé-e-s de se salarier pour financer leurs études. Or, on sait bien qu'être étudiant-e/salarié-e est l'un des principaux facteurs d'échec en premier cycle. Mais on oublie souvent d'ajouter qu'hommes et femmes ne sont pas égaux face à cette situation.

Les filières sexuées sont toujours d'actualité

Les femmes représentent plus de 75% des effectifs dans les filières de sciences humaines, langages, arts... ces mêmes filières qui concentrent la grande majorité des étudiant-e-s exerçant une activité professionnelle qui met en péril la poursuite d'études. Comme toujours, les femmes sont premières sur la précarité !

Face à cette situation, en 2007, Sarkozy déclarait: « Vous avez le droit de faire littérature ancienne, mais le contribuable n'a pas forcément à payer vos études [...]. Les universités auront davantage d'argent pour créer des filières dans l'informatique, dans les mathématiques, dans les sciences économiques » Bref, on finance les filières masculines au détriment des filières plutôt féminines. La LRU, soit le passage des universités à une gestion d'ordre privé, implique que celles-ci doivent avoir des formations « rentables ». A ce jeu là, ce sont les filières fréquentées en majorité par des femmes qui sont les premières menacées.

La dimension sexiste des attaques contre l'Éducation

Les projets du gouvernement ne s'arrêtent pas là ! Pour faire baisser le coût du travail, il s'attaque à toutes les garanties collectives des travailleur-se-s dont, les diplômés : on crée des filières courtes pour former des salariés malléables sur le marché du travail et des filières longues réservées à une élite qui aura les moyens de se payer des études. Par exemple, la masterisation : pour passer les concours de l'Éducation nationale, il ne faut plus une licence mais un master. Or seulement 4% des étudiant-t-e-s vont en master et si les femmes représentent 56% des étudiant-e-s, plus le niveau d'étude est élevé moins elles sont présentes. Les étudiantes, subissant plus de pression financière et familiale, arrêtent plus tôt leurs études pour travailler. Cette réforme va donc exclure les étudiant-e-s les plus précaires du concours des profs et en premières les femmes. Imposer des revendications féministes dans nos luttes contre la casse de l'Éducation est bien d'actualité.



Quand

le chômage des jeunes dépasse les 20%, avec des proportions souvent plus importantes pour les femmes, avoir un travail qui compromet le suivi des études est déjà presque une chance !

La précarisation des jeunes femmes

Pour les lycéennes, l'argent de poche c'est souvent des petits boulots précaires et non reconnus comme étant un vrai travail telles que les gardes d'enfants, qui est presque exclusivement féminin. Aussi, certaines jeunes femmes recourent-elles à la prostitution pour payer le loyer, les études, ou boucler les fins de mois difficiles. Un phénomène difficile à chiffrer de manière exacte car cette forme de prostitution est pratiquée de manière occasionnelle, par internet ou dans des bars, sans recours à un proxénète. Mais la plupart des observateurs (syndicats étudiants, police, Sénat, INSEE) s'accordent sur le fait qu'il est en constante augmentation.

Pour financer nos études, de l'argent il y en a !

Alors aujourd'hui plus que jamais, en tant que féministes, nous devons nous battre pour un pré-salaire d'autonomie qui garantisse le droit d'étudier à tous... et à toutes ! Comment le financer ? Il n'y a pas de miracle, il faut prendre l'argent où il est : dans la poche du patronat. Pour cela, il faut imposer une autre répartition des richesses en taxant les profits mirobolants des patrons et changer la donne.

► Un pré-salaire d'autonomie pour tou-te-s les jeunes !

LUTTER ET S'ORGANISER



Les racines du 8 mars :

la lutte des femmes, la lutte des classes !

Devenue trop souvent symbolique, la Journée Internationale pour les Droits des Femmes n'est pas un folklore d'hystériques mais bien une journée de lutte et d'action féministe. En France, ce n'est qu'en 1982 qu'elle a été institutionnalisée. C'est un moment privilégié de mobilisation où il s'agit de rendre visibles des revendications pour les droits des femmes qui sont toujours largement discriminées et dont les droits sont en recul.

Fêtons les 100 ans du 8 mars...

Le 8 mars est une date importante dans le mouvement ouvrier international. C'est en 1910, lors de la 2ème Conférence Internationale des Femmes socialistes que la décision fut prise, à l'initiative de Clara Zetkin, de célébrer chaque année une Journée Internationale des Femmes. Le 8 mars 1917 (23 février du calendrier russe) eurent lieu à Petrograd des manifestations d'ouvrières qui marquèrent le déclenchement de la révolution. Cette grève de femmes a été l'un des facteurs déclencheurs majeurs de l'embrasement des masses ouvrières russes. Une nouvelle tradition s'est alors instaurée et la date a été reprise par la IIIème Internationale et cela dure depuis 100 ans !



...en poursuivant le combat !

Dans les années 1970, les féministes ont dénoncé la transformation de cette journée de lutte en « fête des femmes » avec le slogan « fêtée un jour, exploitée toute l'année », tout en manifestant régulièrement à cette date. Et c'est ce que nous ferons ce 8 mars 2010 en descendant dans la rue pour lutter contre la liquidation de nos acquis.

LE SEXISME

C'EST PAS UNE BLAGUE !

Le patriarcat génère de nombreuses formes de violences envers les femmes, des plus insidieuses et sournoises aux plus flagrantes et sauvages, à travers le monde entier. Qu'il s'agisse de mains aux fesses à la fac ou au lycée, de mariages « arrangés », de viols, de coups ou de mutilations qui marquent les corps, les violences sexistes sous toutes leurs formes sont inacceptables.

Les remarques « pleines d'humour » quotidiennes sur les femmes ne sont pas plus admissibles. Sous couvert d'être du second degré les blagues sur les femmes (sur les blondes, sur la sexualité des femmes...) revêtent un caractère sexiste et participent de l'oppression des femmes. Elles contribuent à consolider les rapports de domination entre les hommes et les femmes et divisent les femmes entre elles. C'est pourquoi nous devons construire le féminisme, relever et combattre les remarques et les attitudes sexistes au quotidien dès que nous le pouvons.

ZOOM

○ SOUS LE VOILE, L'URGENCE !

Dans la campagne sur « l'identité nationale », au nom du féminisme, certains défendent une loi contre la burqa. C'est dans ce contexte de déferlement des discours racistes que la candidature d'Ilham Moussaïd, une des 2000 candidate-s présenté-e-s par le NPA, a précipité une tourmente médiatique contre les femmes voilées et contre le NPA.



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Nous voulons répondre à ceux qui profitent de l'occasion pour redorer leur image féministe, surtout au gouvernement. Son racisme le mène jusqu'à expulser au mépris de tout féminisme une lycéenne sans-papier venue porter plainte pour violences ! Son projet d'interdire la burqa va enfermer celles qui la portent et les priver d'accès aux services publics. La crise, la casse des services publics plongent toujours plus les femmes dans la précarité.

Nous répondons que l'urgence féministe est de se mobiliser contre cette politique du gouvernement. Ne laissons plus cette droite raciste et réactionnaire attaquer et instrumentaliser les droits des femmes !